

Le Chiffre : 79

C'est le nombre de délégués qui ont participé à la 6^{ème} Assemblée Générale de l'Union Régionale de Guadeloupe.

Le quorum de cette assemblée tenue le dimanche 08 décembre 2012 a été largement atteint.

Fin de parcours des CQP

Dernière ligne droite pour les 14 salariés des mutuelles qui se sont engagés depuis octobre 2011 dans cette belle entreprise de la préparation des Certificats de Qualification Professionnelle (CQP), Conseiller Mutualiste, Assistant Commercial et Télé conseiller. Pour la fin du mois d'avril, ils auront passé leur soutenance et décroché leur diplôme après plus de 350 heures de formation.

Nous leur souhaitons plein succès.

Création de l'UTL3 Antilles Guyane (suite)

L'Assemblée Générale constitutive de l'Union Territoriale de Livre III (UTL III) est programmée le 10 avril 2013, à Paris. Une visioconférence a eu lieu le vendredi 15 février pour la préparation de cette AG (mutuelles représentées, ordre du jour de l'AG et du CA) et sur les projets en Services de Soins et d'Accompagnements Mutualistes (SSAM) des départements. Une prochaine visioconférence est prévue avec les présidents des mutuelles et Unions concernées le 29 mars 2013 pour finaliser la liste des délégués.



Le mot du Président

Le samedi 8 décembre dernier s'est tenue l'AG Ordinaire de notre Union Régionale (UR). Pour la première fois depuis sa création, cette rencontre annuelle se tenait un autre jour qu'un dimanche et en un autre lieu que le Gosier. A en juger par le niveau de la fréquentation, mesurable au nombre de délégués présents et de présidents invités, ce challenge a été une réussite. Les travaux, au-delà de leur caractère statutaire et réglementaire furent marqués par une grande sérénité. L'instant de convivialité qui a été suivi était fidèle aux traditions séculaires de la mutualité antillaise où, après une bonne année de labeur, on aime bien se retrouver pour partager un repas, voire plus, si les moyens le permettent.

Pour autant, la grande convivialité n'a pu occulter la gravité des sujets abordés : la problématique de l'accès aux soins qui a été au centre du Congrès de Nice, les projets des pouvoirs publics sur la question des réseaux de soins, la capacité des mutuelles à contractualiser et à différencier leurs remboursements, la lutte contre les dépassements d'honoraires.

Nous avons fait un bilan de notre activité pour l'année écoulée. La prévention, la formation, la communication, la représentation qui sont notre cœur de métier ont été passées au crible de l'attention soutenue de nos délégués.

D'abord, un grand merci à tous ceux qui ont pris une part active dans l'organisation de cette manifestation : le personnel de l'UR, peu nombreux mais efficace et discipliné, les élus mutualistes, en particulier et les membres du bureau, fidèles au poste et déterminés à gagner.

L'accès aux soins est un sujet central de notre réflexion et de notre combat militant. Dans un pays développé comme la France, qui consacre autant de moyens financiers et humains à la protection sociale, il est inconcevable qu'une frange aussi importante de la population puisse différer des soins ou y renoncer pour des raisons financières.

L'inaccessibilité des soins liée à la géographie médicale (déserts médicaux) est insupportable quand on sait l'importance des moyens qui sont consacrés à la formation des soignants et souvent de futures élites qui ne font pas toujours preuve d'une solidarité débordante.

Elle est encore plus déplorable quand elle est la conséquence de pratiques abusives que rien ne justifie de prime abord, mais qui se sont installées durablement dans les mœurs au point d'être considérées comme normales.

Le législateur a entrepris de les encadrer dorénavant voire de sanctionner les dépassements dits abusifs. Sauf que personne ne s'entend sur les critères qui définissent ce caractère abusif.

Les professionnels de santé volontaires pourront adhérer au contrat d'accès aux soins, qui prévoit la maîtrise des dépassements tarifaires en contrepartie de la prise en charge d'une partie de leurs charges sociales. D'aucuns diront qu'il s'agit d'une avancée historique. Mais d'autres défendent qu'il s'agit d'un « coup de sabre » dans l'eau car il n'y a pas d'obligation. Mais encore, ce dispositif législatif, s'il était définitivement appliqué, viendrait légitimer des pratiques que la Mutualité a toujours combattues. La notion de tact et mesure nous a bien démontré ses limites en 20 ans de pratique.

Alors pour continuer à combattre ces dépassements qui sont – on le répète – un frein à l'accès aux soins de nos compatriotes, le législateur va-t-il permettre à nos chères mutuelles, de contractualiser avec les professionnels de santé, de développer des réseaux qui leur permettent de pratiquer des remboursements différenciés et surtout de peser sur les tarifs ? Une première avancée semble se dessiner avec une initiative parlementaire qui prévoit la possibilité pour les mutuelles de signer des conventions avec les professionnels non-médicaux. Les prestations de nature médicale étant écartées, les dépassements d'honoraires n'ont pas d'inquiétude à se faire.

Un temps de notre AG a été consacré aux modifications statutaires. Il s'est agi de mettre nos statuts en conformité avec les dispositions fédérales qui a instauré l'annualisation du mandat du délégué. Aussi, dorénavant, le délégué à l'AG de l'UR sera désigné chaque année par sa mutuelle et pour une durée d'un an. Les mutuelles affiliées à l'UR recevront bientôt leur fiche de délégation à renseigner.

Enfin, un bilan détaillé de la prévention a été présenté qui fait ressortir la montée en charge de nos actions et programmes sur le terrain pour le plus grand bien de notre population. Notre volonté étant de développer des partenariats féconds sur tout le territoire particulièrement avec les collectivités locales, l'Agence Régionale de Santé et le mouvement associatif et culturel. En quatre ans, nous avons déjà beaucoup fait, il nous reste beaucoup à faire et nous ne serons pas seuls à le faire.

Nous remercions nos fidèles lecteurs. Bonne lecture !

Nestor BAJOT, Président

GROS PLAN

L'ASSEMBLEE GENERALE....où l'ambiance mutualiste !!!

Dans un endroit calme respirant la tranquillité, en pleine zone industrielle de Jarry, un restaurant accueille l'Assemblée Générale de la Mutualité Française Guadeloupe. Face au bleu de la mer presque sans vagues, un ciel un peu gris atténuant la chaleur du soleil couchant, ce restaurant nous reçoit en toute simplicité.

➤ **Accueil chaleureux pour personnalités mutualistes**

Le décor est planté grâce au travail en amont d'une équipe dynamique ayant à cœur d'offrir aux militants mutualistes une organisation digne de grands professionnels. Une sobriété se dégage de la salle où se déroulera les travaux de l'AG, tandis qu'un air de fête plane sur l'espace réservé au repas.

Cindy, Marie et Jérôme se chargent de l'accueil avec une courtoisie mêlée à une certaine excitation à l'arrivée des personnalités mutualistes. Une signature, la remise du dossier du délégué ainsi que d'un cadeau mutualiste mais surtout désigner sa mutuelle d'appartenance et voilà la salle qui se remplit tranquillement.

Echanges, congratulations, prises de nouvelles des uns et des autres, c'est la convivialité mutualiste et

surtout un lieu pour conforter l'objet de notre combat solidaire.

➤ **Travaux solennels pour mutualistes avertis**

Animés par Alex SOUBDHAN, les travaux débutent sous la direction du Président BAJOT qui nous ramène aux réalités du chantier mutualiste qui nous attend. Les regards sont concentrés au fur et à mesure de la présentation des nouvelles dispositions réglementaires et du bilan annuel des activités de la Mutualité Française Guadeloupe.

Tous les membres du Conseil d'Administration adoptent une posture collégiale faite de motivation et d'engagement palpables par l'ensemble des présidents, directeurs et délégués assistant aux travaux.

Les questions se font précises, les échanges vifs mais respectueux. L'expérience mutualiste de certains nous donne des éléments d'histoire de la mutualité guadeloupéenne, de la création de la Mutualité Française de Guadeloupe, des liens avec les autres institutions et surtout nous obligent à conserver notre vigilance intacte pour défendre les valeurs mutualistes.

➤ **La convivialité entre mutualistes détendus**

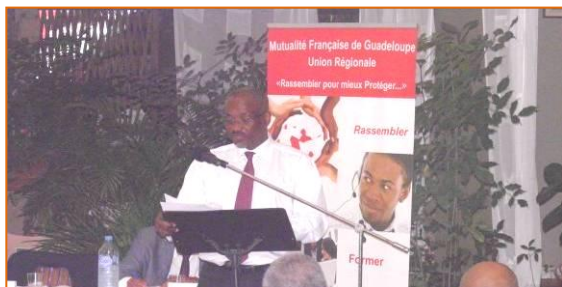
Le moment du repas nous guide inévitablement vers le partage et l'échange...les tables se forment par affinité, par mutuelle mais toujours dans le respect du choix de chacun. Notre souci reste d'être ensemble !!!

Les dons d'animateur se révèlent spontanément, les rires fusent sous l'effet des blagues et jeux de mots. Sans trop attendre, nous mangeons en toute décontraction et apprécions chaque moment passé ensemble.

A la fin du repas, Géadesse GASPARD se charge de l'animation de la tombola qui apporte une touche de décontraction aux travaux de l'Assemblée Générale.

Certains ont gagné et d'autres pas, mais le groupe que nous formons est bien réel et laisse entrevoir l'union que nous allons constituer autour des combats à venir.

Une première réussie grâce à la générosité des partenaires de la Mutualité Française de Guadeloupe qu'il convient de remercier.



➔ Résolutions adoptées

➤ Les résolutions soumises à l'assemblée ont été approuvées à l'unanimité ce qui traduit l'adhésion des délégués au travail mené au sein de l'Union Régionale.

➤ **RESOLUTION N° 1 : APPROBATION DU PROCES**

VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 18
DECEMBRE 2011.

➤ **RESOLUTION N° 2 : APPROBATION DU RAPPORT DE
GESTION.**

➤ **RESOLUTION N° 3 : AFFECTATION DU RESULTAT.**

➤ **RESOLUTION N° 4 : VALIDATION PAR L'ASSEMBLEE
GENERALE DU BUDGET 2012 - COMPTE RENDU DE
MANDAT.**

➤ **RESOLUTION N° 5 : BUDGET 2013.**

➤ **RESOLUTION N° 6 : INDEMNITES DES
ADMINISTRATEURS.**

➤ **RESOLUTION N° 7 : FORMALITES LEGALES.**

➤ **RESOLUTION N° 8 : MODIFICATIONS STATUTAIRES.**



➔ CLIN D'ŒIL... autour de l'Assemblée Générale

L'élégance des femmes mutualistes...évidemment !!!

Elles sont arrivées très différentes les unes des autres, mais avec un point commun l'élégance naturelle des femmes antillaises. Des couleurs, de la sobriété et toujours de la classe pour représenter dignement leur mutuelle d'appartenance. Plaisir des yeux, mais aussi fierté toute féminine...

Le fairplay des hommes mutualistes...So Chick !!!

Ils n'ont eu de cesse de complimenter les femmes sur leur élégance, leur jeunesse et les remercier pour leur présence. Une véritable séance de jouvence pour qui l'apprécie et sait en user avec modération. Après tout, la convivialité commence ainsi et cimente les relations...

La mutuelle d'appartenance...indiscutable !!!

Un certain nombre de personnalités mutualistes se présentent d'abord par leur mutuelle d'appartenance. Est-ce à dire que les hommes s'effacent devant leur mutuelle ? Ce qui tendrait à penser que le plus

important c'est la mutuelle et non pas Monsieur ou Madame....

Le cadeau mutualiste...la tradition !!!!

Il est peut-être symbolique mais revêt un caractère très singulier pour chaque mutualiste et chacun aime à avoir son présent comme pour garder un souvenir de cette assemblée générale. Un collectionneur pourrait se cacher parmi nous...

Une mutuelle partage la même table...un privilège !!!!

Dans l'activité intense des mutuelles, se retrouver ensemble dans un moment de convivialité semble une gageure. L'occasion était donnée et il ne fallait pas la rater et partager, discuter, prendre soin les uns des autres...

Et on danse, danse...sur la musique !!!

La tension retombée, la salle se vide et un danseur mutualiste exerce ses talents sur la piste...en toute décontraction...plaisir de la fin des travaux qui se terminent sans aucun accroc....Bravo !!!



ACTUALITES GENERALES

➔ Mise en œuvre de l'avenant n° 8 sur les dépassements d'honoraires

Le plan de déploiement du contrat d'accès aux soins, auprès des praticiens du secteur II, a été présenté le 27 février par l'Assurance Maladie aux syndicats de médecins libéraux.

Ce contrat devra avoir été souscrit par au moins un tiers des médecins éligibles, pour entrer en vigueur au 01 juillet prochain. Les médecins à honoraires libres, les médecins hospitaliers exerçant une activité libérale pourront en contrepartie de leur adhésion au contrat d'accès aux soins,

bénéficier de la prise en charge par la CNAM, d'une partie des cotisations sociales pour les actes réalisés aux tarifs opposables.

Pour rappel, les critères de sélection des médecins dont les pratiques tarifaires peuvent être jugées excessives, ont été adoptés par la Commission Paritaire des Médecins du 31 janvier dans un climat de mécontentement général du côté des organisations syndicales signataires.

➔ Accord National Interprofessionnel (ANI)

Un Accord National Interprofessionnel (ANI) sur la sécurisation de l'emploi a été signé le 11 janvier 2013, entre le patronat et les organisations syndicales, à l'exception de la CGT et de Force Ouvrière. Cet accord porte sur des sujets propres aux partenaires sociaux, comme la formation professionnelle, le contrat de travail ou le maintien de l'emploi, mais aussi, dans son article 1, sur la généralisation de la complémentaire santé à tous les salariés du secteur privé. La Mutualité Française souligne l'importance d'un accord qui voit des acteurs de la société civile prendre leurs responsabilités. C'est maintenant à l'exécutif d'inscrire dans la loi un accord qui engage les finances de l'Etat et de la Sécurité sociale, les employeurs et les salariés bénéficiant, dans le cadre des contrats collectifs obligatoires, de déductions sociales et fiscales importantes. Le débat qui s'est engagé au Parlement, constituera donc une étape importante pour faire entendre la voix des assurés sociaux, dont les 38 millions de mutualistes que compte notre pays. Il faut rappeler que notre système de protection sociale est aujourd'hui plus favorable aux personnes qui disposent d'un

emploi stable qu'à celles – malheureusement toujours plus nombreuses – que la crise a laissées sur le bas-côté de la route. Encourager davantage l'accès à une complémentaire santé pour les actifs par le biais des contrats collectifs, risque de pénaliser par un renchérissement de la couverture individuelle des populations en marge du monde du travail : les jeunes qui connaissent toujours plus de difficultés pour s'insérer de manière stable et durable dans le monde du travail ; les personnes en situation de rupture familiale, qui perdent la mutuelle de leur conjoint, les retraités qui, après leur départ de l'entreprise, consacrent une part de plus en plus importante de leurs revenus à l'acquisition d'une complémentaire santé. Aujourd'hui, il y a urgence, car de plus en plus de Français renoncent à leur mutuelle ou portent leur choix vers des contrats les garantissant moins. Or, la vocation première des mutuelles n'est pas d'assurer un filet de sécurité minimal, mais de répondre efficacement à l'ensemble des besoins des personnes.

➔ Accès aux données de santé : la Mutualité signe un manifeste

Le président de la Mutualité Française a signé le manifeste « Libérez nos données de santé ». Lancée par de nombreux acteurs du monde médical, universitaire, entre autres, ce manifeste réclame la possibilité, pour la société civile, d'accéder en toute transparence aux données publiques de santé, en particulier celles de l'assurance maladie. « L'exigence de transparence et de diffusion d'informations claires et comprises de tous est aujourd'hui indispensable à la fois pour une meilleure information de l'ensemble des citoyens et pour un meilleur accès aux soins », indique Etienne CANIARD dans un courrier adressé le 7 février aux promoteurs de cette action.

Comme l'indique le texte du manifeste, « un partage plus large des données sur le système de soins améliorerait la transparence sur son fonctionnement et ses performances et encouragerait le développement d'outils permettant à l'utilisateur de comparer le coût et la qualité des services de santé. Ces objectifs peuvent être atteints dans le strict respect de leur anonymat, qu'en aucun cas évidemment nous ne remettons en cause ».

Au-delà de la signature de ce manifeste, « la Mutualité Française continuera naturellement d'être force de proposition, au sein de l'Institut des données de santé, pour une meilleure compréhension du système de santé », poursuit Etienne CANIARD.

(Source : AFIM N° 4306 du 13/02/2013)

➔ Médecin traitant : une réforme « purement administrative », juge la Cour des comptes

Un « *parcours essentiellement tarifaire* » et « *peu compréhensible* ». Huit ans après l'instauration du médecin traitant et du parcours de soins coordonnés, le jugement de la Cour des comptes est plus que sévère sur un dispositif censé assurer « *un meilleur pilotage du système de santé* » grâce à une « *plus grande responsabilisation des acteurs* ».

« *L'institution en 2004 du médecin traitant est restée une réforme purement administrative, sans apporter la meilleure*

coordination des soins qui était son ambition », a déploré le premier président de la Cour des comptes, Didier MIGAUD, à l'occasion de la présentation, le 12 février dernier, de son rapport public annuel. Or, précise la Cour, « *l'insuffisante organisation du système de soins est une source générale d'inefficience médicale et économique, bien au-delà des manifestations de nomadisme médical souvent mises en avant, mais en réalité relativement peu fréquentes* ».

(Source : AFIM N° 4307 du 14/02/2013)

➔ Enquête sur le service social des mutuelles

Les mutuelles sont à la fois de plus en plus sollicitées pour le financement des soins de santé et attaquées, notamment sur leurs frais de gestion.

Début 2012, la Mutualité Française a engagé une réflexion sur la mesure du service social des mutuelles afin d'élaborer un indicateur global et collectif qui valorise le modèle mutualiste en démontrant sa plus-value.

Aujourd'hui, la Mutualité Française lance une enquête, du 12 février au 29 mars 2013, auprès de l'ensemble des mutuelles permettant une première mesure du service social.

L'objectif est de disposer d'éléments pouvant faire l'objet d'une communication extérieure, notamment dans le cadre des discussions sur l'accord national interprofessionnel (ANI) et l'évolution des contrats responsables et solidaires.

Les objectifs de l'enquête :

1. Recueillir les données nécessaires au calcul des indicateurs retenus pour la mesure du service social des mutuelles,
2. Identifier les résultats pouvant être communiqués à l'externe et intégrés notamment dans les discussions sur la rénovation du responsable.

Il s'agit de montrer concrètement la plus-value de nos actions et engagements et donc du modèle mutualiste.

La Fédération invite toutes les mutuelles à répondre à cette enquête qui permettra d'identifier et de mieux valoriser la plus-value mutualiste. Le questionnaire est téléchargeable sur MutWeb.

➔ Réforme du système de santé : « La Mutualité prendra toute sa part »

Le vendredi 8 février dernier, à Grenoble, le Premier ministre a annoncé qu'il allait « engager une réforme structurelle du système de santé », basée sur « *une médecine de parcours* ». « *Cela ne sera pas l'œuvre de quelques mois, mais de cinq ans, peut-être des dix ans à venir* », a-t-il indiqué. L'accord sur les dépassements d'honoraires, la hausse du plafond de la CMU complémentaire et l'Accord National Interprofessionnel (ANI), qui généralise les contrats collectifs en entreprise, constituent « *des premières mesures pour améliorer l'accès aux soins* ».

Pour le président de la Mutualité Française, les annonces du Premier ministre sont « *positives* ». « *Elles traduisent une*

approche globale des soins, qui correspond aux orientations que nous avons portées dans le débat public lors de la campagne présidentielle, avec l'accent mis, d'une part sur la médecine de premier recours et la notion de parcours organisé autour du patient et, d'autre part, sur la nécessité d'assurer l'accès aux soins pour tous », poursuit Etienne CANIARD. « *Je souhaite que l'on avance rapidement, indépendamment de la méthode retenue, ajoute-t-il. La Mutualité, en tant qu'acteur du débat public et mouvement social, prendra toute sa part dans ces travaux.* »

➔ VERS LA DISPARITION DES CONTRATS INDIVIDUELS ?

On sait que les contrats collectifs ont contribué à faire passer la couverture de la population en complémentaire santé d'un tiers dans les années 1960-1970 à 94 % de nos jours. Mais, avec l'ANI, il existe un risque de déstabilisation économique des contrats individuels, qui ne bénéficient d'aucune aide de la collectivité, alors même que les contrats collectifs vont coûter cher en aides publiques non compensées. Or tout dispositif qui provoque une perte supplémentaire de ressources pour la Sécurité sociale est néfaste à notre socle solidaire. Les contrats individuels ne sont pas menacés de disparition, à court terme, d'autant plus qu'il reste du monde à l'écart de l'ANI. Cependant, à plus long terme, les mutualistes savent que les contrats obligatoires prendront une part de plus en plus importante dans la couverture santé complémentaire. Toutefois, pour le mouvement mutualiste, la question de la complémentaire ne doit pas être appréhendée en opposant contrats individuels et contrats collectifs. C'est dans cette optique que la rénovation des contrats responsables est essentielle pour renforcer la solidarité et ne pas fragiliser davantage les conditions d'accès à une couverture individuelle de qualité. Ce qui doit nous préoccuper, c'est l'équité de traitement de nos concitoyens dans l'accès à la couverture santé.

VIE MUTUALISTE

➔ INFORMATION ET FORMATION

Les ateliers informatiques pour faciliter l'accès à l'information et au service du développement durable

Du 1er au 7 avril 2013, se déroulera la semaine du développement durable.

L'Union Régionale s'est engagée dans cette voie depuis tantôt. En privilégiant les ateliers informatiques, elle s'inscrit dans une démarche de sensibilisation aux enjeux de l'éco-responsabilité dans nos pratiques quotidiennes : faut-il systématiquement imprimer ? Quelle méthode pour archiver des dossiers ?

Les ateliers facilitent l'accès aux informations dématérialisées. En retour, l'usager récolte gain de temps et souplesse dans la gestion de sa disponibilité : l'e-formation en est l'illustration. La

formation interactive et motivante peut être adaptée au rythme et à la disponibilité de chacun.

Peu de temps après le lancement, formateurs et stagiaires étaient unanimes à reconnaître le succès et l'engouement pour ces travaux pratiques en grandeur réelle.

Ce sont pas moins de 7 groupes de 8 militants mutualistes qui se sont succédés sur un volume horaire de 70 heures réparties sur les modules WORD initiation, WORD perfectionnement, EXCEL et POWERPOINT.

Alex Soubdhan

Vice président, en charge de l'Information et de la Formation

Se former en ligne avec le Service Fédéral de Formation : la e.formation

Le Service fédéral de formation de la FNM vous propose de vous former en ligne. Les premières thématiques accessibles : une introduction au contexte prudentiel, Solvabilité II et les bases de la comptabilité.

Ouvert depuis le mois d'octobre 2012, l'espace formation « e.formation de la Mutualité Française » donne accès à un nouveau mode de formation en ligne, destiné en priorité aux élus mutualistes.

Les formations proposées aujourd'hui, sont intégralement réalisées à la Fédération, en collaboration avec le Système Fédéral de Garantie. Plusieurs directions fédérales ont pu

participer directement à la mise en œuvre de ce projet en apportant leurs compétences internes (solutions techniques informatiques, photographie, vidéo, graphisme...).

Le Service formation met à disposition des groupements un cycle de formation en e-formation : "Solvabilité II" composé de 4 modules.

Pour plus d'informations, connectez-vous sur www.mutweb.fr.



➔ LES AXES DE COMMUNICATION 2013

La signature de l'accord interprofessionnel n°8 qui constitue une étape importante pour le droit à une complémentaire santé pour tous, les actions de la Mutualité Française pour une meilleure régulation du système de santé et le projet stratégique du mouvement mutualiste à l'horizon 2015 constituent des éléments de contexte dans lesquels s'inscrivent les axes de communication pour l'année 2013.

L'objectif est de faire reconnaître les spécificités du modèle mutualiste en adoptant une démarche pédagogique. Deux cibles sont priorisées :

-Les décideurs politiques, économiques et les leaders d'opinions.

-Le grand public et les professionnels de santé.

Pour atteindre cet objectif et ces cibles, un plan d'action et des outils spécifiques seront déployés tout au long de l'année. Ils visent à :

-Développer une connaissance plus fine et plus qualitative des cibles du plan de communication.

-Affirmer et promouvoir le modèle mutualiste par une campagne de communication à visée pédagogique.

-Développer et professionnaliser la stratégie d'influence du mouvement.

Par ailleurs, une communication spécifique sur le conventionnement et les relations avec les professionnels de santé sera encouragée.

Les Unions Régionales seront mises à contribution pour assurer la réussite de ce plan de communication qui permettra de faire reconnaître la Mutualité Française comme un acteur de régulation de notre système de santé.

Gérard PROTO

Responsable de la Commission Communication

➔ LE CONVENTIONNEMENT HOSPITALIER MUTUALISTE (CHM)

Adopté au congrès de Bordeaux en juin 2009, ce projet d'envergure et ambitieux, à l'origine, a pour objectif notamment de « développer des relations contractuelles avec les offreurs de soins et de services, portant tout à la fois sur la qualité et sur les tarifs de leurs actes et prestations... ».

Il concerne dans un premier temps exclusivement le supplément pour la Chambre Particulière (CP) dans les services de Médecine, Chirurgie, Obstétrique (MCO) et maternité pour les établissements publics et privés de courts séjours.

Le dispositif va s'élargir aux services de Soins de Suite et de Réadaptation (SSR) prochainement.

La Chambre Particulière en Ambulatoire (CPA) est prise en compte également dans le CHM : Mise en place par le décret N° 2011-221 du 28 février 2011 se référant à l'art. R.162-32-2 du code de la SS qui précise que « l'installation dans une chambre particulière, en l'absence de prescription médicale imposant l'isolement, peut donner lieu à facturation en cas d'hospitalisation, avec ou sans hébergement... ».

En prévision de l'élaboration de la stratégie de déploiement, une formation au CHM en direction d'une douzaine de représentants des mutuelles est réalisée en deux séquences par visio conférence, en collaboration avec les services de la direction santé de la Mutualité.

Cette formation vise à préparer les négociateurs à la démarche du conventionnement :

Mieux connaître le CHM, ses enjeux, le processus de négociation et la stratégie de l'argumentation, la réalité de la situation de nos établissements publics et privés du point de vue de leur mode de financement, leur taux de fréquentation en terme de part de marché et enfin, leur positionnement dans la grille des indicateurs qualité de la Haute Autorité en Santé (HAS).

Avec l'entrée de notre région dans la phase opérationnelle, ce sont 24 régions qui sont intégrées au dispositif.

La contractualisation de la Mutualité avec les professionnels de santé améliore le quotidien des patients que sont nos adhérents et leur permet de bénéficier de tarifs encadrés, d'un service de qualité au moindre coût et du tiers payant.

Alex Soubdhan
Vice président, en charge du CHM

➔ LA PREVENTION

L'édition 2013 des Parcours du Cœur prévue le dimanche 07 avril : on ne change pas une formule qui marche.

Fort du succès de l'édition 2012 qui avait rassemblé sur la plage de Saint-Félix au Gosier près de 350 participants, le comité de pilotage de cette manifestation nationale réunie le 08 février dernier dans les locaux de la Mutualité Française de Guadeloupe, a décidé de ne pas changer une formule qui marche. Tout au contraire, avec l'appui d'une quinzaine de partenaires, mutuelles et associations œuvrant dans le domaine du sport et de la santé, un programme renforcé sera proposé au grand public de 7h00 à 14h00.

Des activités physiques et un village santé rassemblant 17 stands de conseil en prévention ponctueront cette matinée.

Pour rappel, les Parcours du Cœur sont la plus importante manifestation nationale de prévention santé organisée depuis 38 ans par la fédération française de cardiologie et son réseau de bénévoles. En Guadeloupe, l'Union Régionale et ses mutuelles adhérentes se sont investies depuis deux ans dans cette organisation en étroite association avec des partenaires fidèles tels le Comité Départemental de Gymnastique Volontaire et l'Association des Jeunes de Saint-Félix.



Les inscriptions pour la marche peuvent s'effectuer sur les adresses suivantes :

www.guadeloupe.mutualite.fr ou mfmg971@orange.fr
Par téléphone au 0590903591 ou 0690713185.

Quelques conseils aux marcheurs : Bien manger la veille au soir, se nourrir le matin de la marche, se munir de bonnes chaussures de marche, de boissons et d'un chapeau.

Le rendez-vous est donc pris pour le dimanche 07 avril à partir de 7h00 avec un décollage au coco et deux marches de 3 et 5 Km, qui lanceront une matinée dédiée à l'activité physique et aux conseils de prévention.

Une collecte de dons sera organisée sur place au profit de la recherche et reversée à la Fédération Française de Cardiologie. Merci pour votre générosité !

Lundi 27 Mai 2013 : 16^{ème} édition du Relais Interentreprises

L'équipe SGBA-ATSCAF-Mutualité Française Guadeloupe est arrivée trentième au classement général en 2012. Nous avons gagné 16 places par rapport à notre première participation. Forts de ce résultat nous nous engageons avec plus de motivation pour continuer sur notre lancée et rééditer notre performance voire l'améliorer pour l'édition 2013. Notre ambition n'est pas de gagner mais de participer afin de mettre en avant les bienfaits du sport pour la santé. C'est aussi l'occasion d'affirmer nos valeurs.

Plus de 50 équipes s'élanceront des Abymes en passant par Pointe-à-Pitre, Morne-A-L'eau et Petit Canal pour arriver sur la plage de l'Autre Bord au Moule.

Nous comptons sur vos encouragements tout au long du parcours afin de porter l'équipe jusqu'à la ligne d'arrivée.

Pour plus d'information, rendez-vous sur www.guadeloupe.mutualite.fr et sur www.rie27mai.com.



Equipe SGBA-ATSCAF-Mutualité Française
Edition 2012

LA PREVENTION EN IMAGES



Conférence « Attention à la poly médication ! »
12 janvier 2013



Conférence « Tout savoir sur les médicaments
génériques » - 15 janvier 2013



Atelier « Alimentation » au collège Bois Rada
17 janvier 2013



Soirée bokantage sur l'obésité
01 février 2013



Initiation à la marche nordique
20 janvier 2013



Séminaire « Repérage et réflexion sur les
situations de souffrance chez nos aînés »
23 janvier 2013



Atelier « Obésité et alimentation »
Lycée de Capesterre B/E - 21 février 2013

INFOS PRATIQUES

Le Déploiement de MUTWEB



MUTWEB est un extranet développé par la FNMF qui permet d'accéder à une multitude d'informations et de documents dans les domaines d'activité du mouvement mutualiste.

Grâce à cet outil, l'Union Régionale de Guadeloupe mettra en ligne avant la fin du premier trimestre son propre espace sécurisé de diffusion d'informations et de documents. Il sera présenté lors de son prochain Conseil d'Administration.

L'objectif est de favoriser les échanges d'informations entre les membres du bureau, du Conseil d'Administration et des commissions internes de travail. Les échanges entre l'Union, les Présidents de Mutuelle voire les délégués à l'Assemblée Générale ne seront pas oubliés.

Pour s'abonner à MUTWEB, la démarche est simple. Il suffit de se connecter sur le site www.mutweb.fr et de suivre les démarches proposées par le navigateur.

En cas de difficultés, n'hésitez pas vous rapprocher de Cindy JACQUET, administrateur du site pour l'Union Régionale de Guadeloupe.

Le site internet de l'UR de Guadeloupe

www.guadeloupe.mutualite.fr : Données chiffrées du mois de février 2013.



Les visites sur le site de l'Union Régionale de Guadeloupe sont en augmentation au cours du mois de février 2013, selon le dernier rapport d'audience transmis par la FNMF.

380 visiteurs ont été enregistrés au cours de cette période, en augmentation de 2,2 % par rapport au mois précédent. Les internautes restent en moyenne 5 minutes et 53 secondes. Les pages d'actualité de l'Union sont prioritairement consultées.

Faites le savoir : www.guadeloupe.mutualite.fr.

8 mars 2013 Journée internationale de la femme

Thème 2013: Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes

A noter qu'à l'occasion de la journée internationale du 08 mars 2013, le ministère des Droits des femmes a mis en ligne un site Internet intitulé [le 8 mars c'est toute l'année](http://le8marscesttoutelannee.fr).

Ce site qui a pour but de faire connaître la politique menée par le gouvernement en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes, mais aussi de présenter le calendrier de l'égalité. Un calendrier qui sera quotidiennement mis à jour, du 9 mars 2013 au 8 mars 2014, et qui présentera des personnalités et/ou une structure ainsi que l'évènement/les évènements qu'elles organisent pour les droits des femmes. L'idée est de rappeler que l'égalité n'est pas l'affaire d'une seule journée, mais de 365 par an.



Source : <http://8marstoutelannee.fr/>

à suivre

Révissez sans stress de la Seconde à la Terminale !



**De la 2^{de} à la Terminale
le site pour réussir au lycée !**

Réussite Bac est le site gratuit le plus complet actuellement disponible sur la toile pour tout lycéen préparant les épreuves du baccalauréat.

Pour découvrir tous les contenus, rendez-vous sur le site www.reussite-bac.com

Le site s'articule autour de quatre modules : Révisions, Santé, Orientation et Pratique.

Plus un module qui s'adresse directement aux Parents.

Bonne navigation !

Remerciements !

Nous tenons à remercier l'ensemble des sponsors, partenaires ainsi que toutes les entreprises qui ont contribué au succès de cette première tombola qui s'est tenue lors de l'AG du samedi 8 décembre 2012.



BREVES... BREVES... BREVES...

Veille réglementaire et publications

• Le rapport annuel 2012 de l'IGAS entièrement consacré à l'hôpital est consultable sur le site www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/134000107-l-hopital
Ce rapport propose une synthèse des rapports de mission réalisés sur l'hôpital de 2009 à 2012. On peut y trouver les principales définitions et données chiffrées sur l'hôpital.

• Le rapport annuel 2013 de la Cour des Comptes est consultable sur le site www.ccomptes.fr/Publications/Rapport-public-annuel
Ce rapport compte des observations et recommandations sur la réforme du médecin traitant et du parcours de soins coordonnés, ainsi que sur les restructurations hospitalières.

• Le rapport d'informations du groupe de travail sénatorial sur les déserts médicaux est disponible sur : www.senat.fr/espace_presse/actualites201302/
Les sénateurs proposent plusieurs mesures pour lutter contre les déserts médicaux.

La Lettre de la Mutualité de Guadeloupe

Imm.BDAF-N°39 - Bd Légitimus 97110 POINTE-A-PITRE - Tél : 0590.90.35.91- Fax : 0590.91.32.59 - Mail : mfm971@orange.fr

MUTUALITE FRANÇAISE DE GUADELOUPE – UNION REGIONALE, organisme régi par le Code de la Mutualité

Directeur de la publication : Nestor BAJOT - Coordination générale : Gérard PROTO - Rédacteur en chef : Antony JEAN

Rédacteur en chef adjoint : Gérard PROTO - Rédacteurs : Nestor BAJOT – Alex SOUBDHAN – Martine CESAIRE-GEDEON

Secrétaire de rédaction : Cindy JACQUET-CRETIDES

Réalisation : MUTUALITE FRANÇAISE DE GUADELOUPE - Relations presse : Géadesse GASPARD

Agenda

Du 30 janvier au 01 mai 2013

Ateliers Equilibre

Saint-François

Samedi 02 Mars 2013 – 18H30

Conférence-débat

Le Diabète : le comprendre, le prévenir et le traiter...

Médiathèque – Port-Louis

Vendredi 08 Mars 2013 – 18H00

Conférence-débat

Qu'avons-nous dans nos assiettes ? Apprenons à lire les étiquettes...

Hôtel de ville – Baie-Mahault

Dimanche 17 Mars 2013 – 7H00

Journée de sensibilisation

Baie-Mahault se ligue contre le cancer

Place C. Trinqueur - Baie-Mahault

Vendredi 22 Mars 2013 – 18H00

Conférence-débat

La vue et le diabète

Hôtel de ville – Petit-Bourg

Judi 04 Avril 2013 – 09H30

Conférence-débat

Prévention de la dénutrition chez les séniors

C.culturel – Belcourt Baie-Mahault

Dimanche 07 Avril 2013 – 07h30

Journée de sensibilisation

Les Parcours du cœur

Saint-Félix GOSIER

Vendredi 03 Mai 2013 – 18h00

Conférence-débat

Comment bien manger en Gpe ?

C.culturel R.Nainsouta – PàP



Immeuble BDAF – N°39 – RDC - Boulevard Légitimus – 97110 POINTE-A-PITRE
Tél : 0590.90.35.91 – Fax : 0590.91.32.59 – e-mail : mfm971@orange.fr
www.guadeloupe.mutualite.fr
REGIE PAR LE CODE DE LA MUTUALITE - R.N.M. N° 507 928 927

Retrouvez l'ensemble des actions programmées sur le site
www.guadeloupe.mutualite.fr